

Informations du Guatemala

3^e Année, n° 106

Du 3 au 10 janvier 1985

POLITIQUE

Les patrouilles civiles, constitutionnalisées
Gouvernement vs secteur privé : accusations réciproques
Promotions au sein de l'armée
Crise dans le secteur de l'agriculture
Le Guatemala maintient sa position face au groupe de Contadora
Politique internationale agressive
Nouveaux ambassadeurs
Alliance de groupes de la gauche modérée

ECONOMIE

Une exécution réelle pour le budget
Diminution des exportations pétrolières
Emission des Bons du Trésor

CONTRE-INSURRECTION

Le budget alloué à la défense en hausse
Les persécutions des paysans se poursuivent
On augmente les effectifs des patrouilles civiles

INSURRECTION

Hostilité à El Quiché

SITUATION SOCIALE

Gouvernement tenu pour responsable de la hausse du coût de la vie

DROITS DE L'HOMME

27 000 arrestations durant 1984
Plus de 1 000 victimes
Une année sombre et douloureuse

4.P.123-15

POLITIQUE

LES PATROUILLES CIVILES, CONSTITUTIONNALISEES

Le 4 janvier, les organes de presse locaux faisaient savoir que l'armée a l'intention d'inclure les dispositions et les principes de fonctionnement des patrouilles d'auto-défense civiles -PAC- dans de véritables normes constitutionnelles.

Les dirigeants des PAC du département, au nord-ouest, de El Quiché ont émis un document où ils exigent que l'on intègre la notion de service obligatoire au sein des patrouilles comme norme fondamentale. Ces dirigeants affirment parler au nom de milliers de paysans et menacent d'organiser des manifestations devant le siège de l'Assemblée Nationale Constituante.

GOUVERNEMENT VS SECTEUR PRIVE : ACCUSATIONS RECIPROQUES

Le gouvernement militaire et les secteurs privés les plus importants s'accusent tour à tour d'être responsable de la grave crise économique qui rend le pays exangue. Ces accusations furent portées les 3,4, 5 janvier.

Le ministre de l'Economie accuse le secteur privé d'être à l'origine de la fuite des capitaux, de la hausse et de la spéculation qui affectent les prix. Le Comité des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières -CACIF-, quant à lui, a rendu la politesse au régime en lui imputant le déficit budgétaire, la spirale inflationniste et la perte du pouvoir d'achat du Quetzal (unité monétaire nationale).

PROMOTIONS AU SEIN DE L'ARMEE

Le 3 janvier, on apprenait de source militaire que 5 Colonels allaient être promus au rang de Général d'ici quelques jours.

Parmi les heureux élus : Pablo Nuila Hub, Chef de l'Etat-Major présidentiel et Ottor Erick Ponce, Chef de la zone militaire du département de Sucritepequez, au sud-ouest, passent pour les hommes de confiance du Général Rodolfo Lobos Zamora, Chef de l'Etat-Major de l'armée et Sous-Chef d'Etat.

CRISE DANS LE SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Il semblerait qu'à la suite d'une pétition émanant du Conseil d'Etat, le 3 janvier, le ministre de l'Agriculture, Rodolfo Perdomo, et les deux vice-ministres du même département ont renoncé à leurs fonctions.

La veille, Perdomo avait déclaré qu'il n'abandonnerait pas son poste. Les vice-ministres Antonio Ibañez et Ricardo Disly ont fait savoir qu'ils avaient démissionnés par solidarité avec le ministre en place.

LE GUATEMALA MAINTIENT SA POSITION FACE AU GROUPE DE CONTADORA

Le 3 janvier, au cours d'une visite au Mexique, Alfonso Lima, Conseiller du Ministère des Affaires Etrangères du Guatemala, a déclaré que la proposition formulée par le groupe Contadora est valable pour obtenir un climat de paix en Amérique Centrale; non-obstant le Guatemala maintient sa position qui consiste à vouloir apporter des modifications à cet Acte de Paix. Rappelons que le Salvador, le Honduras et le Costa-Rica partagent pleinement les vues du Guatemala.

POLITIQUE INTERNATIONALE AGGRESSIVE

La Chancellerie a communiqué le 2 janvier que le Chef de l'Etat, le Général Oscar Mejia Victores, visiterait en Mars de cette année le Vatican et que le Président du Costa-Rica était attendu sous peu au Guatemala. Pour sa part, l'Ambassadeur itinérant des Etats-Unis pour l'Amérique Centrale, Harry Schlaudeman est arrivé dans le pays le 8 janvier.

Le Chancelier Fernando Andrade a affirmé que son gouvernement allait lancer une politique au niveau international beaucoup plus agressive que celle de 1984 aux fins d'améliorer l'image de marque du pays. Les observateurs ont appuyé le fait qu'Andrade vise une participation plus ouverte du Guatemala sur la scène

d'Amérique Centrale, conformément aux besoins de la politique de Washington dans la région.

NOUVEAUX AMBASSADEURS

Le 3 janvier, le Chancelier Fernando Andrade a annoncé que les actuels ambassadeurs à Washington et Costa-Rica, Frederico Fahsen Ortega et Carlos Urrutia Aparicio, quitteraient leurs postes à partir des 15 et 31 janvier, respectivement. Le Chancelier a ajouté que ces modifications "sont nécessaires pour contribuer à une meilleure image de marque du pays à l'extérieur".

ALLIANCE DE GROUPES DE LA GAUCHE MODEREE

De petits groupes politiques d'appartenance "gauche modérée" qui participent au processus électoral ont convenu, le 3 janvier de s'unir pour les élections présidentielles prévues pour 1985. Ils ont, en outre, dénoncé le climat de terreur et d'insécurité qui règne dans le pays.

Les groupes qui composent cette alliance sont les suivants : le Front Uni de la Révolution Force Nouvelle, l'Union Révolutionnaire Démocratique, le Centre d'Etudes pour le Développement et le Docteur Carlos Gallardo Flores, Président du Parti Socialiste Démocratique. Cet accord cherche également à mettre en garde contre la possibilité pour certains militaires d'essayer d'engager l'armée en soutenant une candidature de la nouvelle droite.

ECONOMIE

UNE EXECUTION REELLE POUR LE BUDGET

Le CACIF a demandé au gouvernement, le 7 janvier, qu'il s'en tienne à l'exécution réelle du budget général du pays pour 1985, dans le but d'éviter un accroissement des impôts, ces derniers représentant pour l'Initiative Privée un fardeau bien trop lourd à supporter.

Conjointement, l'entité représentative du secteur privé a exigé une participation accrue à la politique économique, l'élimination des impôts, la création d'un climat de confiance et de sécurité pour les investissements privés et, la fermeture, la réorganisation ou la privatisation des entreprises d'état.

DIMINUTION DES EXPORTATIONS PETROLIERES

Le 2 janvier, le ministre de l'Economie, Leonel Hernandez Cardona, a souligné que en 1984, on avait exporté 1 263 000 barrils de brut ce qui a rapporté quelques 34 millions de Quetzales, dont 51 % ont été perçus par l'Etat.

EMISSION DES BONS DU TRESOR

Le gouvernement militaire a autorisé, le 3 janvier, l'émission de Bons du Trésor national pour une valeur de 347 millions de Quetzales, afin de couvrir le déficit budgétaire.

L'émission, conformément au décret 119-84, sera consacrée exclusivement au financement des dépenses de l'Etat pour l'exercice fiscal de 1985.

CONTRE-INSURRECTION

LE BUDGET ALLOUE A LA DEFENSE EN HAUSSE

Selon des sources officielles datant du 2 janvier, le budget assigné, pour 1985, au domaines de la défense et de la sécurité a augmenté de 37 % par rapport à 1984.

LES PERSECUTIONS DES PAYSANS SE POURSUIVENT

Le 2 janvier, un communiqué du Bureau de Relations Publiques de l'armée signalait qu'un homme, trois femmes et quatre enfants qui cherchaient à se réfugier dans les montagnes de San Juan Cotzal, département de El Quiché, au nord-ouest, ont été arrêtés par des troupes gouvernementales durant une opération militaire et emmenés dans un "village modèle" situé dans la zone connue sous le nom de Triangle Ixil.

ON AUGMENTE LES EFFECTIFS DES PATROUILLES CIVILES

D'après un communiqué émanant de l'armée, quelques 21 000 paysans au total ont été

intégrés aux patrouilles d'auto-défense civiles, le 2 janvier, dans le département de El Quiché, au nord-ouest du pays.

Le communiqué indique également que ces paysans, dont 15 000 avaient été confinés dans des "villages modèles" et 6 000 provenaient de la municipalité de Chichicastenango, ont été assermentés par de hauts gradés militaires. Toujours selon des communiqués de l'armée, on pouvait estimer à 900 000 membres, le nombre des personnes organisées en lesdites patrouilles vers la fin 1984.

INSURRECTION

HOSTILITE A EL QUICHE

Des rapports de l'Armée datés du 3 janvier indiquent que deux confrontations armées se sont produites entre les insurgés et les troupes du gouvernement durant les deux premiers jours du mois de janvier dans les municipalités de Uspantan et Chajul, situés tous deux dans le département de El Quiché, au nord-ouest du Guatemala.

Toujours selon un rapport officiel, les hostilités ont eu lieu dans les zones de Playa Grande (Grand Plage) et "Triangle Ixil", où les effectifs gouvernementaux ont perdu deux hommes alors que les rebelles déplorait trois pertes. Dans cette zone, on retrouve souvent des traces de L'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP-.

SITUATION SOCIALE

GOUVERNEMENT TENU POUR RESPONSABLE DE LA HAUSSE DU COUT DE LA VIE

La Confédération de l'Unité Syndicale de Guatemala -CUSG- a tenu le gouvernement pour responsable, le 7 janvier, de la hausse débridée du coût de la vie et a condamné son refus d'augmenter les salaires.

Juan Francisco Alfaro Mijangos, Secrétaire Général de la CUSG, qui regroupe 95 syndicats et fédérations, a mis l'accent sur le fait que le 2 Février prochain, les travailleurs manifesteront pour exiger que soient incorporés, à la Constitution présentement élaborée par l'Assemblée Nationale Constituante, les droits relatifs au travail.

DROITS DE L'HOMME

27 000 ARRESTATIONS DURANT 1984

Un rapport de la police nationale rendu public le 2 janvier relate que 27 000 personnes ont été arrêtées "pour diverses raisons" en 1984 par les forces de sécurité gouvernementales.

D'après le rapport, la majorité des arrestations ont été effectuées au cours de diverses actions de contrôle et vérification dans les villes et sur les routes du pays. Les citoyens ont pour leur part signalé que les arrestations se produisirent lorsque la personne interpellée n'était pas munie d'un document d'identification et d'une preuve de recensement, ce qui ne représente nullement un délit aux yeux de l'actuel système juridique.

PLUS DE 1 000 VICTIMES

Des rapports de presse indiquent que plus de 1 000 personnes ont été victimes de la violence gouvernementale au cours des six derniers mois de 1984.

Sur un total de 1 057 victimes de la violence gouvernementale et plus particulièrement des forces de sécurité, depuis l'élection de l'Assemblée Nationale Constituante, 460 personnes ont été assassinées, 264 font partie du groupe des détenus-disparus et le reste est compté dans le rang des blessés.

UNE ANNEE SOMBRE ET DOULOUREUSE

Un communiqué que le Comité des Familles des Détenus-Disparus a fait parvenir à la presse, le 2 janvier, affirme que 1984 fut une année "sombre et douloureuse" en général, mais plus spécifiquement pour ceux qui ont connu l'angoisse de voir arrêter ou disparaître un être cher.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX